

SÉMINAIRE DE RECHERCHE EN ÉCOLOGIE POLITIQUE



L'écologie politique : entre champ scientifique et philosophie sociale

Le champ scientifique de la Political Ecology

Floriane CLEMENT

(chargée de recherches en géographie et sciences politiques, INRA)

Les courants philosophiques et idéologiques de l'écologie politique

Guillaume CARBOU

(maître de conférences en sciences de la communication, IUT de Bordeaux)

Table-ronde et débat public, avec également :

Jérémie CAVÉ

(docteur en aménagement urbain, chargé d'enseignement à Sciences Po Toulouse),

Constance PLANEIX

(doctorante en sociologie, UT2),

Laure TEULIÈRES

(maîtresse de conférences en histoire contemporaine, UT2)...

Vendredi

15

novembre

2019

10h-12h30

Toulouse

salle du Sénéchal
17 rue de Rémusat

Séminaire
SÉMÉCOL

dans le cadre du Labex SMS
(Structuration des mondes sociaux)

coordonné
par Laure Teulière (UT2),
avec Gaël Plumecocq (INRA)
et Julien Rebotier (CNRS)

sous le parrainage
de Catherine Jeandel (CNRS)
et Christophe Bonneuil (CNRS)

Entrée libre

Site internet :
<https://atecopol.hypotheses.org>

Floriane Clément

Je vais vous présenter le champ scientifique de la *political ecology*. C'est un champ qui a beaucoup inspiré mes recherches au Vietnam, en Inde et au Népal, même si je m'intéresse aussi à d'autres écoles de pensée. C'est une approche parmi d'autres pour comprendre la relation entre les êtres humains et leur environnement. Cette présentation ne vise pas tant à présenter le champ scientifique en tant que tel, plutôt que les perspectives particulières que ce champ peut apporter à la compréhension des relations société-environnement. Ça peut être utile, je pense, pour décrypter un petit peu les débats environnementaux aujourd'hui avec des problèmes de plus en plus complexes, globaux, interconnectés, etc... La *political ecology* est une école de pensée qui réunit des scientifiques de différentes disciplines : des géographes, anthropologues, sociologues, politistes... qui s'intéressent aux relations société-environnement mais en portant une attention particulière aux relations de pouvoir. Le contour de la *political ecology* est assez vaste, même, on dirait, assez flou. Il y a, au sein de la *political ecology*, différentes approches que je vais vous présenter. Les sujets qui sont traités par la *political ecology* sont assez variés. Il peut s'agir des conflits liés à la gestion de ressources naturelles mais également de l'étude de changements environnementaux, tels que la déforestation, la désertification, le changement climatique, ou bien encore des questions liées à la gouvernance de l'eau ou à la gouvernance urbaine. Il y a quand même quelques principes communs que je vais présenter.

D'abord, il est important de comprendre comment cette école de pensée est apparue et pourquoi. On peut retracer l'origine de la *political ecology* dans les années 70 même si elle a plutôt pris de l'essor dans les années 80. La *political ecology* a émergé suite à la critique d'approches d'écologie culturelle. Dans les années 70-80, il y avait de nombreux enjeux liés à des problématiques de développement et d'environnement : la dégradation des terres, la pauvreté, la déforestation, la famine, des changements environnementaux à l'échelle mondiale.

Pour résoudre ces problèmes, plusieurs écoles de pensée dominaient les débats au sein des organismes de développement internationaux comme la banque mondiale ou différents bailleurs de fonds.

Il y avait notamment les néo-malthusianistes qui reliaient la croissance de la population avec la surexploitation et la dégradation des ressources. Souvent, ils montraient du doigt les soi-disant mauvaises pratiques des populations locales qui utilisaient les ressources naturelles et sous-estimaient souvent les savoirs locaux et les institutions locales. Un exemple particulièrement connu et influent est la tragédie des communs de Garrett Hardin qui est parue en 68. Hardin défendait que si on laisse les populations locales gérer seules leurs ressources naturelles qui sont limitées, celles-ci seraient forcément surexploitées. Il prenait donc l'exemple d'un champ de fourrage où chaque berger vient faire paître son troupeau. Chacun a intérêt à faire paître plus d'animaux que les autres, ce qui amène à la surexploitation des ressources. La solution préconisée à ce moment-là était de mettre en place des politiques de réappropriation et de contrôle des ressources naturelles par les gouvernements au détriment des populations locales.

Un autre courant de pensée a été particulièrement influent dans les années 80 et même 90 : c'est la modernisation écologique qui met en avant les solutions gagnant-gagnant pour éviter la dégradation des ressources naturelles. Ce sont des solutions basées sur la marchandisation, la privatisation des ressources naturelles, l'établissement de marchés, par exemple le marché global du carbone pour lutter contre le changement climatique. La diffusion de technologies, aussi. La modernisation défend qu'on peut concilier développement économique et protection de l'environnement. Même si ça a été critiqué par la suite, ce qui est important ici et ce contre quoi la *political ecology* s'est érigée est que ces courants de pensée n'ont pas reconnu l'origine politique et économique de ces problèmes. Quand je dis politique, je ne parle pas de parti politique mais de relations de pouvoir liées à l'allocation de droits au contrôle et à l'accès aux ressources naturelles et qui influencent ces décisions.

Dans les années 80, deux travaux fondateurs de la *political ecology* vont un peu illustrer ce que j'ai dit précédemment : le livre de Michael Watts qui étudie la famine au Nigéria. Watts défend dans son livre qu'on ne peut pas réduire les causes des famines à la sécheresse. Il démontre la multitude des facteurs qui contribuent aux famines au Nigéria et relie notamment les famines au colonialisme et au capitalisme. Il défend que les autorités coloniales britanniques ont forcé les paysans à s'engager dans des cultures de rente, donc à délaisser les cultures vivrières. Ils se sont engagés dans des circuits capitalistes mondiaux qui les ont exposés aux fluctuations du marché, dans un système économique sur lequel ils n'avaient aucune prise. Watts a ainsi défendu les aspects politiques et économiques des famines.

Un autre texte fondateur de la *political ecology* : un livre de Piers Blaikie, un anglais. Il était révolutionnaire à l'époque, puisque l'érosion des sols était présentée comme un problème géomorphologique, un problème biophysique. Il défend qu'on ne peut pas comprendre et expliquer l'érosion des sols, et, de manière plus générale, la dégradation de l'environnement, uniquement en pointant du doigt les pratiques des paysans dans les pays du sud. On voit vraiment la référence : sur la première page de son livre, il revendique la non-neutralité de son étude scientifique puisque, pour lui, l'érosion des sols est un problème politique et économique. Pour lui, on ne peut pas prétendre à étudier ce problème de manière neutre et apolitique. Similairement à Watts, il démontre que les paysans sont engagés dans des cultures de rente pour survivre dans la société agraire dans laquelle ils forment une classe marginalisée et qu'ils sont forcés de dégrader les sols pour augmenter la productivité agricole car les prix des facteurs de production augmentent plus vite que les prix de vente des produits agricoles. Donc, Blaikie reconstitue la chaîne de causalité de la dégradation des terres en partant tout en haut de mesures de changement bio-physique pour mesurer l'érosion des sols. L'étude ne se concentre pas seulement sur les aspects politiques et économiques mais parle vraiment d'observation et de mesures environnementales pour relier ensuite ces changements physiques aux symptômes économiques, aux pratiques agricoles. Ces pratiques sont mises en place par les agriculteurs, mais il dépasse ce niveau local pour relier les agriculteurs, montrer comment ils sont enserrés dans une société agraire, qui elle-même dépend de la nature de l'état, état qui lui-même est fortement influencé par l'endettement, l'aide internationale, l'économie internationale de manière générale. Blaikie montre que si

on essaye simplement de résoudre le problème en essayant de convaincre les agriculteurs de changer leurs pratiques, ça ne va pas marcher. C'est donc vraiment le courant néo-marxiste de la *political ecology* qui met en avant le rôle des structures politiques économiques dans les changements environnementaux. Ce sont des analyses qui sont souvent à des échelles multiples. Dépasser le niveau local et relier aux échelles nationales et internationales et s'appuyer aussi souvent sur une analyse historique des causes de dégradation de l'environnement, donc, par exemple, remonter jusqu'aux pouvoirs coloniaux dans le cas du Nigéria.

Un autre courant de la *political ecology* est apparu ensuite : le courant poststructuraliste. Dans les années 90, les premières approches de la *political ecology* ont été critiquées un petit peu pour leur prédéterminisme structurel puisqu'elles montraient, à priori, la forte influence de ces structures politiques et économiques et il n'y avait pas vraiment d'approche critique sur ce qu'est la dégradation de l'environnement. Quand on parle, par exemple, d'érosion des sols, c'est un phénomène qu'on peut mesurer. Quand on parle de dégradation des terres, on met une valeur. Cette dégradation des terres n'est pas perçue de la même façon par différentes personnes, différents groupes sociaux. Par exemple, au Vietnam, des millions d'hectares de terre sont classées comme *barren land*, des terres stériles : c'est le point de vue du gouvernement. Ce sont des terres qui ne sont pas reforestées et pas agricoles. Mais, pour les paysans, elles sont très utiles : ce sont des terres de pâturage. Vous voyez donc que quand on parle de dégradation des terres, pour le gouvernement, ça va être, par exemple, passer d'une terre avec de la forêt à une terre stérile. Un paysan qui a des animaux, peut, lui, avoir un point de vue totalement différent. Ce courant poststructuraliste porte un petit peu un regard critique sur ce qu'est la dégradation des terres et comment un problème environnemental devient un problème, pour cela, ce courant analyse les récits des changements environnementaux qui dominent les débats publics. Ces récits reposent souvent sur des orthodoxies ou sur des mythes qui simplifient des relations de cause à effet complexes. Par exemple, au Vietnam, j'ai travaillé sur la reforestation : il y a certains mythes sur la forêt. C'est merveilleux, ça reverdit, ça attire la pluie, ça recharge les eaux souterraines, ça réduit l'érosion des sols. Il y a tout un tas de récits sur les bénéfices de la forêt qui, évidemment, légitiment les décisions politiques. Ces récits reposent souvent sur des simplifications de processus hydrologiques et biophysiques puisque la forêt peut réduire l'érosion, mais ça dépend des types d'espèces d'arbres. Certains arbres ont des feuilles très grosses et ça fait un effet « splash » quand la goutte d'eau tombe dessus. Des arbres, comme des eucalyptus, pompent énormément d'eau, il n'y a pas forcément de recharge des nappes souterraines dans ce cas. Souvent, ces récits de changements environnementaux sont simplificateurs. On identifie des coupables et des victimes. Dans le cas de la déforestation au Vietnam, les coupables sont les populations indigènes qui pratiquent le *slash and burn*. On ne parle pas du tout des entreprises forestières d'état qui ont énormément exploité la forêt pendant des années. Ce sont des récits qui légitiment certaines formes de savoir et qui ont tendance à renforcer les relations de pouvoir existantes. Un exemple de ce courant poststructuraliste qui est aussi très connu et très parlant : l'étude, le livre de *Fairhead and Leach*, des cher-

cheurs qui partent en Guinée pour étudier les causes sociales de la déforestation. Quand ils arrivent là-bas, ils passent beaucoup de temps sur le terrain et réalisent que les forestiers de Guinée ont mal interprété l'histoire de changement des paysages. Les forestiers perçoivent que la mosaïque de forêts isolées (on voit ces petits îlots de forêt au milieu de la savane) sont les reliques d'une forêt tropicale qui était autrefois étendue. Ces récits de changements de paysage ont été fortement influencés par les théories de désertification des scientifiques français. Ces forestiers accusent les paysans locaux d'avoir détruit la forêt et imposent des mesures assez strictes d'amende mais aussi d'emprisonnement pour restreindre leurs pratiques et empêcher la forêt de diminuer. Les deux chercheurs remettent en cause ce récit. Ils reconstruisent l'histoire de la mosaïque de forêt et de savane et, pour cela, s'appuient sur des sources variées, des carnets de voyage du XIX^{ème} siècle : la recherche ethnographique, c'est-à-dire qu'ils passent beaucoup de temps sur le terrain à parler avec les gens, observer ce qu'il se passe, leurs pratiques, etc,... Ils analysent également les photos aériennes et les images satellite pour retracer les changements environnementaux sur le long terme. Ils proposent donc un autre récit : Ces forêts isolées représentent l'expansion de la forêt. Ce sont les populations locales qui les ont plantées. C'est une expansion d'une forêt qui n'existait pas auparavant plutôt qu'une diminution d'une forêt qui aurait soi-disant existé mais qui n'a jamais existé auparavant. Tout ça pour illustrer que de nombreuses orthodoxies ont simplifié des problèmes complexes et le livre de Tim Forsyth sur la *critical political ecology*, lui, regarde vraiment les liens entre la science et les politiques de manière critique, notamment autour de toutes les luttes de pouvoir qui déterminent quelle perception va dominer et influencer les décisions politiques.

Un exemple de mes recherches au Vietnam, où, comme dans d'autres pays, il y a un programme de reforestation très ambitieux. J'ai fait ma thèse en 2004-2008. Il y a un programme qui s'appelle *Five millions hectare reforestation program*. Il vise à replanter 5 millions d'hectares. Les objectifs affichés sont : reverdir le Vietnam (objectifs environnementaux) et également faire bénéficier l'économie des ménages. L'objectif est de retrouver 43% de la couverture forestière. C'est un chiffre qui a été déterminé soi-disant comme la couverture forestière originale du Vietnam. Il n'a jamais vraiment été vérifié mais ces politiques s'appuient dessus. Ce programme apparaît comme ayant pas mal de succès puisque l'on observe un accroissement de la surface de forêt au Vietnam, entre 90 et 2006. La couverture forestière est passée de 28% à 38%. Il faut savoir que ces plantations sont, en premier lieu, des espèces exotiques qui poussent vite, comme des eucalyptus et des acacias. Les impacts environnementaux de cette reforestation sont assez discutables, comme le directeur d'un institut de recherche au Vietnam le reconnaît, « la qualité de la forêt, c'est pauvre, mais c'est très vert ». C'était quelque chose qui transparissait dans les discours, ce mythe de reverdir les paysages, de reverdir le Vietnam, c'est quelque chose de très fort. Finalement, tout le succès de cette politique est simplement basé sur la couverture forestière sans s'intéresser aux impacts environnementaux et économiques de cet accroissement de la couverture forestière. Plus haut, on voit aussi que, finalement, ils ont décidé de remplacer certaines espèces d'arbres qu'ils avaient plantées au départ, comme des espèces qui sont beaucoup

mieux pour l'industrie du papier. Au Vietnam, il existe plusieurs types de terres de forêt : il y a la forêt de production, qui est vraiment pour l'industrie, et la forêt de protection qui, elle, a un rôle plus pour protéger l'environnement. Mais on voit que derrière les discours liés à replanter la forêt, la forêt de production peut être également une forêt de protection. L'important est que ce soit vert.

J'ai ensuite analysé, au-delà des discours, les intérêts politiques et économiques. Ce programme de reforestation au Vietnam a finalement permis d'allouer des budgets assez considérables pour les entreprises forestières publiques qui, elles, sont en charge de replanter sur les terres de protection. On voit qu'entre 1999 et 2005, il y a eu un changement assez important de classifications des terres - Il y a des terres de protection et de production - et un accroissement des terres de protection au détriment des terres de production. Les terres de protection sont gérées par les entreprises publiques forestières qui reçoivent les subventions de l'état pour ces terres, pour replanter. Les terres de production sont destinées à être allouées aux paysans pour qu'ils puissent s'engager dans l'économie forestière au niveau local. On voit donc que les autorités provinciales ont été assez malines puisqu'elles ont reclassé les terres de production en terres de protection, pouvant ainsi bénéficier de budgets plus importants pour les entreprises publiques forestières qui étaient un petit peu à la dérive au niveau financier. Les fonctionnaires de l'état reconnaissent donc que le succès de ce programme dépend vraiment du budget de l'état ; Finalement, la reforestation a très peu été bénéfique pour les ménages et populations locales qui ont été très peu engagées dans cette reforestation totalement sous le contrôle de l'état sur les terres de protection. Les provinces ont agrandi les terres de protection pour pouvoir bénéficier du budget de l'état. En 2004, le gouvernement a décidé d'étendre... ils utilisent évidemment des justifications environnementales pour protéger les sources, mais quand on voit les chiffres, on se doute que ce n'est pas uniquement pour protéger les sources.

L'analyse de *political ecology* permet de déconstruire un peu tous les discours, de voir comment les discours environnementaux légitiment des intérêts politiques et économiques, et de voir qui bénéficie de cette reforestation. Ce sont, dans les villages où j'ai travaillé, quelques agriculteurs de l'ethnie majoritaire bien connectés politiquement et qui savaient à qui vendre les arbres qu'ils avaient plantés, mais la majorité des autres paysans ne savaient pas du tout quoi faire de ces arbres, les entreprises forestières publiques qui ont pu survivre grâce aux budgets de l'état, le gouvernement, qui, au travers de ce programme de reforestation a pu remobiliser un petit peu l'opinion publique puisque c'était un thème très porteur « on va reverdir le Vietnam » (Ca permettait de rallier la population locale autour d'un objectif assez populaire), et puis les bailleurs de fonds qui soutiennent ce programme de reforestation. La *political ecology* s'appuie vraiment sur une science hybride : au travers d'ethnographie, d'études d'archives, mais aussi, comme je l'ai dit précédemment, de séries temporelles de mesures environnementales, parce que c'est important de voir les évolutions sur le long terme. Il y a souvent des évolutions non linéaires qui ne sont pas cycliques, donc il faut s'appuyer aussi sur la télédétection, une analyse historique, etc...

Finalement, on a l'impression que la *political ecology* s'applique beaucoup à déconstruire et à critiquer, mais finalement, que propose-t-elle pour avancer ? D'une part, elle propose des récits alternatifs qui intègrent mieux les perceptions, savoirs et intérêts locaux pour reconstruire les problèmes environnementaux en intégrant plus les voix locales et les intérêts des populations locales. Pour terminer, la *political ecology* a aussi été beaucoup critiquée même en son propre sein. Il y a beaucoup de *political* écologistes qui, finalement, ont perdu l'écologie dans leurs études pour s'intéresser aux facteurs politiques et économiques, mais sans aller voir quels sont les changements environnementaux. Il y a une autre critique de la *political ecology* : elle serait trop critique, pas assez constructive et les *political* écologistes ont souvent du mal à nouer un dialogue avec les décideurs politiques puisqu'ils les critiquent souvent. C'est aussi vu comme un champ de pensée trop engagé, parfois, pas assez rigoureux, qui ne repose pas sur un cadre théorique très rigoureux comme d'autres champs de pensée. Et parfois, aussi, comme trop académique et pas assez engagé.

Récemment, des courants de *political ecology* se sont développés. Certains, pas forcément récemment. Mais la *feminist political ecology*, par exemple, porte vraiment une attention particulière aux relations de genre, de classe, de race, et s'intéresse aussi aux relations de pouvoir au travers des pratiques quotidiennes et des relations sociales au quotidien, à une échelle micro. Il y a aussi une montée de *political* écologistes qui s'intéressent aux questions de justice environnementale et de mouvements sociaux et, enfin, un appel pour une *political ecology* qui serait indisciplinée puisque pour certains chercheurs, la *political ecology* a vraiment perdu ses racines en s'institutionnalisant dans le système académique. On a parfois une pression pour s'inscrire dans une discipline donnée, pour publier, parfois au détriment d'engagements sur le terrain.

Je vais conclure avec cette dernière diapo avec la bibliographie pour ceux qui souhaitent en savoir un peu plus. Ce sont surtout des textes en anglais. Il y en a un en français de Benjamin « Qu'est-ce que la *political ecology* ? » qui est paru dans *Natures, Sciences et Sociétés*. Il y a aussi des auteurs français comme Gabrielle Bouleau, Denis Gautier, François Molle, aussi, qui sont des *political* écologistes français. Vous pouvez également les lire.

Guillaume Carbou

Je suis enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication et je travaille sur les discours de l'écologie politique. Dans ce cadre-là, ma mission aujourd'hui va être d'essayer de vous présenter un panorama synthétique des grandes idées qui traversent le champ de ce que je vais appeler ici « l'écologie politique ». Ce que j'entends par « écologie politique » s'éloigne du champ académique de la *political ecology* qui vient d'être présenté, même s'il y a des interrelations entre les deux. Ce que j'appellerai écologie politique ici, c'est : une philosophie politique, donc, une idéologie, un ensemble d'idées normatives sur ce qui est bien, ce qui est mal, ce qui est juste, ce qui est injuste, sur la manière dont les humains devraient s'organiser entre eux. C'est donc une idéologie relativement homogène traversée de courants, de contradictions (comme toutes les idéologies) et issue d'une tradition

de pensée ancienne. La philosophie politique est une idéologie au même titre, par exemple, que le libéralisme, le monarchisme, le socialisme, etc...

En ce qui concerne la tradition de pensée, il est vrai que les années 70 ont été une période de forte effervescence théorique pour l'écologie politique, pour des raisons multiples. D'une part, parce que c'est le moment des premières alertes sur la finitude de la planète, par exemple le rapport du Club de Rome sur les limites à la croissance, c'est le moment des alertes sur les dangers des pesticides, par exemple, je pense au livre « Printemps silencieux » de Rachel Carson. C'est aussi la prise de conscience de l'entrée ou de la présence dans ce qu'on a pu appeler « la société du risque » où on s'aperçoit que la taille de nos organisations techniques, technoscientifiques, peuvent avoir des conséquences lourdes et irréversibles sur la planète, c'est typiquement le cas des réflexions autour du nucléaire. C'est un moment où beaucoup d'auteurs connus en écologie politique vont écrire. Je pense à André Gorz, Ivan Illich, Serge Moscovici, René Dumont, par exemple. Mais les années 30 ont aussi été un grand moment d'effervescence théorique sur le sujet. Deux auteurs particulièrement connus sont Bernard Charbonneau et Jacques Ellul. Ils ont beaucoup infusé la pensée écologiste. Mais on peut faire remonter les pensées des réflexions écologistes aux débuts de la science moderne et aux débuts de l'industrialisation, puisque l'industrialisation a toujours été accompagnée d'un ensemble de critiques, de contestations, sur la destruction des milieux de vie et des communautés, sur les problèmes liés à la santé, sur les dégradations environnementales. Je vous renvoie au livre de Serge Audier « La société écologique et ses ennemis » qui est une archéologie très complète de toutes ces idées écologistes et pré-écologistes qui ont accompagné l'industrialisation.

La présentation que je vais faire maintenant va être forcément très réductrice puisque je vais essayer de donner une proposition synthétique, en tous cas de faire la liste des grandes idées qui traversent cette tradition de pensée. Idées, que, par ailleurs, je ne partage pas forcément, ou qui peuvent être douteuses dans certains cas, mais que l'on va retrouver de manière extrêmement récurrente dans les courants divers de l'écologie politique et qui ont une certaine historicité. Mon diaporama est très chargé. Il y a du texte et des références. Il sera en ligne sans doute après sur le site de l'ATECOPOL. Pour ceux qui sont intéressés, vous pouvez retrouver les idées écrites de manière un petit peu complètes et les références.

Je vous propose, pour commencer, une définition très synthétique de l'écologie politique. En quelques mots, on peut dire que ce qui la met en mouvement, fondamentalement, est le constat scientifique et philosophique d'une inadéquation entre le monde moderne (une certaine modernité industrielle, marchande, consumériste, technoscientifique, gestionnaire, etc..) et les conditions d'un épanouissement, des humains et de leurs écosystèmes. Dit autrement, l'écologie politique fait le constat que notre organisation sociale, à plusieurs niveaux (aux niveaux économique, technique, institutionnel, philosophique) produit un monde qui n'est ni durable, ni souhaitable. Ni durable : c'est l'idée qu'on consomme quatre planètes ou plus ou moins chaque année. Ni souhaitable : c'est l'idée que l'hypertrophie de notre industrie, de notre milieu marchand, de notre société de consommation, produit des milieux peu vivables, peu heureux pour les humains qui sont présents. Cet alliage de la question en-

vironnementale et de la question humaniste est vraiment crucial pour la réflexion de l'écologie politique. Je vais essayer d'insister dessus tout au long de la présentation.

Pour anticiper un peu sur ce que je vais dire sur la partie philosophique, au fond, pour l'écologie politique, différencier la nature, l'environnement et les humains n'a pas de sens puisque cette séparation n'est pas pertinente. Il est toujours question de milieux : des humains dans des milieux. Penser l'un, penser l'autre, c'est penser la même chose. Ce qui explique cet alliage constant du durable et du souhaitable.

Voilà comment va être structurée ma présentation. Je vais voir assez large. Je vais présenter la critique portée par l'écologie politique sur ces quatre plans structurels de la société : le plan économique, le plan technique, le plan de la gouvernance institutionnelle et le plan philosophique. A chaque fois, je vais essayer d'exprimer également les propositions alternatives qui traversent la littérature sur ces quatre sujets.

Je commence avec un gros morceau : critique économique portée par l'écologie politique. Disons-le d'emblée, l'écologie politique est toujours une critique radicale de l'économie en général, du libéralisme économique, de l'économie de marché en général et du capitalisme, en particulier. Du capitalisme en particulier pour une raison toute simple : parce que c'est objectivement le modèle économique qui a accompagné depuis deux-cent ans les diverses dégradations du système Terre. On a donc beaucoup d'ouvrages d'écologie politique : je vous en ai mis deux, par exemple : « L'impossible capitalisme vert » de Tanuro et ce petit livre de Magdoff et Foster « Ce que tout écologiste doit savoir à propos du capitalisme » qui essayent de démontrer le lien inhérent entre les structures fondamentales du système capitaliste et la dégradation des indicateurs de santé de la planète et éventuellement aussi des humains.

Le fait que l'écologie politique soit une critique du capitalisme ne veut absolument pas dire que c'est une critique exclusive du capitalisme. Elle porte à bien d'autres niveaux (c'est d'ailleurs souvent ce qui va la différencier de la critique marxiste en soi). C'est aussi une critique de la dimension technique de nos sociétés, de la dimension institutionnelle et de la dimension philosophique, culturelle. Dire que c'est une critique du capitalisme n'est pas non plus dire que c'est une critique marxiste du capitalisme. Il y a beaucoup de débats au sein de l'écologie politique : je vous ai mis une capture d'écran d'un débat très intéressant entre Razmig Keucheyan et Fabrice Flipo sur *Médiapart* « Peut-on être marxiste et écolo ? ». C'est un débat très récurrent de se demander quelle est la dette de l'écologie politique envers le marxisme en ce qui concerne la critique de l'économie. En gros, l'avis général est qu'il y a une dette sur l'analyse un peu technique du capitalisme, les fonctionnements, les structures du capitalisme, mais aussi tout un tas de désaccords et de points de vue que l'écologie politique amène en plus, notamment la réflexion autour de la démocratie, autour de l'état, de la technique. Si on doit chercher les origines de la critique du capitalisme, de la critique de l'écologie politique, il faudra plutôt aller chercher du côté des théoriciens anarchistes libertaires. J'ai mis un exemple : Murray Bookchin qui est l'auteur phare d'un des courants importants de l'écologie politique, le courant anarchiste qu'on appelle l'écologie sociale. Voilà un petit peu pour le panorama sur le sujet.

Quelles sont les critiques que fait l'écologie politique, généralement, au capitalisme ? Et, à l'économie, en général.

Tout d'abord, c'est l'idée que, de manière intrinsèque, les deux moteurs de l'économie capitaliste - à savoir la concurrence et la nécessité de croissance économique -, vont conduire les acteurs à rechercher le moins disant social et environnemental. C'est une idée assez évidente. Si je suis une entreprise polluante et intensive en main-d'œuvre, pour être compétitive sur le marché mondial, je vais avoir tout intérêt à délocaliser mes pollutions dans les pays où la législation est la moins regardante et ma main-d'œuvre là où elle est la moins chère, là où le droit du travail est le moins contraignant d'un point de vue économique. Par ailleurs, ces deux moteurs (concurrence et croissance) vont mener à différents processus d'industrialisation, de rationalisation et d'automatisation des procédés, donc au productivisme, à la division du travail, à la mécanisation, à la gestionarisation, dont les conséquences environnementales et psychosociales sont manifestes (Les liens entre productivisme et problèmes environnementaux, que ce soit dépense d'énergie, production et amoncellement des déchets, et autres...). On peut imaginer les effets psychosociaux de la division du travail, par exemple, avec la perte de sens de l'activité pour les travailleurs, avec l'idée que si on divise les tâches et qu'on ne se concentre que sur une seule, on perd, non seulement la vue sur l'activité générale d'entreprise mais en plus la main sur son fonctionnement, sa capacité de décision, son autonomie à l'intérieur. Et comme tout est lié, qui dit perte de sens pour le travail, dit perte d'intérêt pour la finalité de l'activité. De ce point de vue-là, on peut se dire que visser un boulon sur une moissonneuse-batteuse ou visser un boulon sur un char d'assaut, c'est pareil : pour l'économie oui, pour l'écologie politique, non. Par ailleurs, une critique assez classique : notre système économique produit structurellement des inégalités, à la fois sociales (on entend régulièrement les ONG présenter les rapports sur l'augmentation des inégalités entre les pays et au sein des pays) et environnementales, puisque c'est toujours les populations... c'est l'apport des courants de la justice climatique qui ont été évoqués par Floriane, puisque ce sont les populations les plus pauvres qui sont les plus exposées aux pollutions, aux conséquences des changements climatiques, etc. Ces inégalités, du point de vue de l'écologie politique, posent un problème, mais l'écologie politique n'adopte pas un point de vue égalitariste. L'égalité n'a pas forcément de sens dans la pensée écologique parce que tout est différent, tout est changeant, dynamique, tout n'est que tissu de relation. Par contre, ce qui pose problème à l'écologie politique est lorsqu'il y a un manque de solidarité entre les différentes composantes. Elle observe que l'accroissement des inégalités prend le risque de baisser la solidarité entre les différentes composantes du métabolisme social et environnemental et limite les capacités des sociétés à gérer les problèmes qui se présentent à elles, dont les problèmes climatiques.

Pour conclure sur cette critique relativement classique, l'idée qui traverse l'écologie politique est que la recherche de croissance est incompatible avec le maintien des différents indicateurs de dégradation du système Terre à des niveaux acceptables pour différentes raisons dont on entend régulièrement parler. Le découplage croissance - émission de gaz à effet de serre est hautement improbable, les solutions croissantistes ont toujours tendance à entraver

ner des effets rebond (« si je fais des économies d'énergie en isolant mon domicile, je vais remettre l'argent que j'ai gagné dans d'autres activités elles-mêmes productrices de pollution ») et les solutions croissantistes ont tendance, en général, à déplacer les pollutions. C'est l'exemple classique de la voiture électrique qui, en permettant de supprimer la pollution aux particules fines et l'émission à effet de serre de ma voiture diesel va déplacer la pollution sur les sites d'extraction des minéraux qui sont nécessaires à la production des batteries, au niveau du recyclage des batteries, au niveau de la production d'énergie que je dois mettre dans ma voiture électrique... Aucune énergie n'étant propre, on a toujours ce problème-là. Voilà un petit peu le point de vue sur le sujet de l'écologie politique.

A un niveau plus radical, au-delà de la critique, en particulier du système économique, l'écologie politique est une critique du mode de pensée économiste. C'est une critique des catégories de pensée de l'économie. Les catégories de pensée : le travail, les marchandises, les valeurs, la valeur, l'argent. Parce que, du point de vue de l'écologie politique, ce sont des catégories de pensée qui vont créer des phénomènes d'uniformisation et des phénomènes d'invisibilisation. Je donne un exemple que j'espère compréhensible, le travail marchand produit des effets d'uniformisation puisque, du point de vue économique, un travail n'a de valeur que dans la mesure où il est productif, dans la mesure où on vous paye pour le faire. De ce point de vue-là, comme je le disais tout à l'heure, que vous fassiez tel travail ou tel autre, ne change rien pour le fonctionnement économique. Que vous plantiez des arbres ou que vous extrayez du pétrole, d'un point de vue du fonctionnement économique, c'est la même chose. Ces catégories de pensée produisent aussi des effets d'exclusion dans le cas du travail puisqu'on met au cœur du fonctionnement économique le travail productif. Une activité qui n'est pas productive va être négligée. Si vous travaillez dans une entreprise et que vous n'êtes pas très productif mais que, par contre, vous êtes vachement sympa, ça ne compte pas. Vous serez peut-être remercié par vos collègues parce que vous êtes sympa, mais vous serez peut-être aussi remercié par votre employeur parce que vous n'êtes pas assez productif. J'exprime ça de manière assez abstraite. De manière encore plus abstraite, on peut dire, qu'au fond, l'incompatibilité entre le mode de pensée écologiste et le mode de pensée économiste relève du fait que la pensée écologiste est une pensée des relations, une pensée des situations spécifiques, des interconnexions. La pensée économique, c'est exactement le contraire : pour fonctionner, elle a besoin de monter en généralité, d'être impersonnelle, abstraite, calculatoire, et de nier les spécificités. D'une manière dont on en entend le plus souvent parler, ça rejoint toutes les critiques, par exemple sur le PIB, un indicateur aveugle, par exemple, au bonheur des populations, le taux de croissance qui ne dit rien de la manière dont cette croissance a été obtenue (par les activités de soin de son prochain ou à crédit sur les générations futures, comme c'est le cas, par exemple, pour la croissance des pays fondés sur l'utilisation de ressources fossiles). C'est l'idée que l'économie classique avec ses catégories de pensée va produire des effets de négation des externalités sociales et environnementales qu'elle va rejeter sur les états et les citoyens. Cette idée-là est très bien exprimée par André Gorz, par exemple, dans « Métamorphoses du travail : critique de la raison économique », de manière claire et de manière peut-être plus technique par quelqu'un

comme Postone sur la centralité du travail abstrait dans nos fonctionnements économiques. L'idée qui traverse l'écologie politique est qu'en faisant de la valeur du travail abstrait, le cœur de notre organisation sociale, on tend à vider de leur substance certaines activités – typiquement, les activités de soin, qui, dès lors qu'elles sont marchandises, pensées dans des logiques de productivité et de performance, vont perdre une partie de leur essence -, le système va également tendre à marginaliser certaines activités en les excluant au motif qu'elles ne sont pas rentables. On peut penser aussi aux activités de soin. C'est la critique économique, en général.

Quels sont les types d'alternatives que proposent les différents auteurs de l'écologie politique ?

Elles impliquent toutes une remise en cause plus ou moins radicale des structures économiques. Par exemple, au niveau des solutions les plus economicistes, je veux renvoyer au champ de l'économie écologique, - le livre de Ali Douai et Gaël Plumecocq fait un très beau panorama de ces questions-là - Ce sont des propositions de penser des systèmes de description économique qui vont réencastrer la sphère économique (au sens de Polanyi) dans le métabolisme biophysique et socioculturel, c'est-à-dire qui va essayer d'utiliser des indicateurs alternatifs qui prennent en compte tout ce que laissait de côté l'économie classique : la question de la production de déchets, des flux d'énergie, les questions d'amointrissement des ressources, etc... en créant des indicateurs alternatifs. En termes de proposition politique, ça peut donner, par exemple, dans le champ de la comptabilité environnementale, proposer de comptabiliser au bilan, le capital financier mais également le capital humain et le capital environnemental.

Plus généralement, dans l'écologie politique, on lit surtout des propositions de réhabilitation de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, donc sur ce qu'on fait véritablement de ses biens de consommation plutôt que sur leur valeur monétaire. Là, les propositions sont de l'ordre du contrôle social de la production : soit des planifications : des assemblées citoyennes pourraient décider collectivement de ce qu'il est bon de produire et de ce qu'il est néfaste de produire. Ou des propositions un peu moins centralisatrices sous forme d'auto-gestion locale où on proposerait que des communautés, de manière auto-gérée localement, décideraient de ce qui est bien ou pas à faire ou ne pas faire. Ce sont des propositions qui subissent une critique interne assez importante au sein-même du champ de l'écologie politique, à raison, sans doute, parce que certains auteurs objectent qu'avant de penser au contrôle social de la production, il faudrait penser au contrôle social des désirs de production. On peut demander aux citoyens ce qu'ils veulent qu'on produise mais s'ils restent dans l'emprise idéologique de la performance, de la puissance, du progrès technologique, ils pourraient demander que tout le monde ait un jet privé. D'un point de vue écologique, ça pose-rait un problème.

Plus généralement, ces idées de réhabiliter la valeur d'usage amènent à des propositions de renforcement des services publics, de prise en charge par les pouvoirs publics des activités non productives de soin, d'entretien... Il y a là aussi toutes les propositions que l'on retrouve dans les courants de la décroissance, les courants libertaires de l'auto-gestion avec l'idée de

favoriser, par-delà la sphère marchande, les modes de productions, entre guillemets, parce qu'on dirait plutôt les modes de vie alternatifs, comme les chantiers participatifs, les coopératives, les trocs, les banques d'objet, les mutualisations, les clubs de réparation, les AMAP, etc...

A un niveau encore plus radical et encore plus abstrait, une demande qui traverse les discours de l'écologie politique : déséconomiser les imaginaires. Je vous renvoie à ce petit ouvrage « Pour en finir avec l'économie » où il y a deux textes, de Serge Latouche, et d'autres textes. C'est un compte-rendu de conférences très clair sur ce sujet assez complexe. C'est l'idée qu'il faut arriver à trouver des moteurs à l'action humaine pas seulement économiques. Il faut arriver à penser le monde autrement que selon les catégories de budget, coût-bénéfice, performance qu'il faudrait mesurer de manière chiffrée, etc... Sur le plan économique, toutes ces considérations vont éloigner assez fortement l'écologie politique des paradigmes du développement durable... la critique classique. Développement durable et développement économique, quand même, du capitalisme vert, évidemment, ou encore de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, puisque l'idée, en général, est : le marché ne résoudra pas les problèmes qu'il crée, il faut donc essayer de penser autrement, penser à côté, penser différemment. Voilà pour la partie économique.

Deuxième gros morceau de la critique écologique qui va la distinguer de manière importante de la critique marxiste : la critique technique. Sur ce sujet-là, la réflexion écologiste est vraiment très riche d'une longue tradition technocritique de philosophie des techniques. Je vous renvoie à ce livre de François Jarrige, « Du refus des machines à la contestation des technosciences » qui fait un peu l'histoire de la critique de la technique depuis les Luddites qui détruisaient de métiers à tisser pour défendre leur art et leur métier dans l'Angleterre du début de l'industrialisation jusqu'à la critique des technosciences actuelles, de l'intelligence artificielle, du nucléaire, des OGM, etc...

Qu'est-ce que cette techno-critique qui traverse l'écologie politique ?

C'est le point principal et l'affirmation de l'idée que les techniques ne sont pas neutres. C'est vraiment battre en brèche le topos, le lieu commun selon lequel un couteau n'est ni dangereux ni pas dangereux, ça dépend de la façon dont on s'en sert. C'est une idée qui est absolument inaudible pour l'écologie politique et, généralement, pour la philosophie des techniques, pour plusieurs raisons.

On peut affirmer que les techniques ne sont pas neutres : d'une part, parce qu'elles sont toujours pensées en fonction d'usages particuliers et d'utilisateurs particuliers. Par exemple, on pense une hache en fonction d'un objectif : couper des arbres. On la pense aussi en fonction de l'utilisateur. On pense un homme dans la force de l'âge qui est l'utilisateur idéal. Ça exclut, par exemple, de l'utilisation des haches, les enfants. C'est peut-être heureux, mais dans tous les cas, c'est contenu dans l'objet, donc il n'est pas neutre. Par ailleurs, les objets techniques sont désignés : ils vont donc empêcher ou inciter certains usages. On peut penser à nos smartphones ou à nos sites internet qui sont pensés pour nous inciter, capter notre attention et à rester le plus longtemps possible sur le site. On a tous eu l'occasion de pester

contre un formulaire en ligne (qui est une technique de gestion) qui ne nous permettait pas d'expliquer notre situation particulière, donc qui empêchait certains usages. De ce point de vue-là, il n'y a aucune neutralité de la technique. Enfin, un point encore plus important : les techniques ne sont pas neutres parce qu'elles rendent des mondes possibles. Elles ouvrent des horizons de pensée. L'invention des armes à feu, l'invention de la mitrailleuse, ça change le monde parce que ça rend un certain type de guerre possible. Ça rend possible l'idée-même de la tuerie de masse. Il y a donc un avant et un après ontologique selon les techniques qu'on invente. C'est l'idée très développée par un auteur phare de l'écologie politique : Ivan Illich. Ses idées ont beaucoup essaimé dans les milieux de l'écologie politique : l'idée centrale est que les techniques vont donner forme à la société qui les adopte. La voiture est l'exemple clé. Avec l'invention et la diffusion de la voiture individuelle, on va augmenter la distance entre le domicile des gens et leur lieu de travail, entre le domicile des gens et là où habite leur famille. On va, du coup, rendre la voiture obligatoire, ce qui va également entraîner la fabrication de cité-dortoir, par exemple, qui sont rendues possibles parce que les gens ont des voitures individuelles pour se rendre à leur boulot dans le centre économique éloigné. On va produire des réseaux autoroutiers et des réseaux routiers pour faciliter l'usage de la voiture. La voiture donne forme à la société qui l'adopte. Ça marche avec tout un tas de techniques. L'autre problème que posent les techniques si on ne les réfléchit pas en amont, c'est qu'à partir d'un certain niveau de complexité, elles vont rendre les humains dépendants d'un système socio-économique. C'est typiquement le cas, par exemple, de l'agro-industrie. Pour les écologies politiques, l'agro-industrie a rendu les êtres humains dépendants pour leur alimentation d'un système économique et industriel qui a participé, par ailleurs, à faire perdre tout un ensemble de savoirs traditionnels sur comment cultiver soi-même son potager, comment cuisiner soi-même. Pour ce qui relève de notre alimentation, en grande partie, on est complètement à la merci de quelqu'un d'autre. Ça ne veut pas dire que ce n'est pas bien, mais d'un point de vue de l'écologie politique, c'est quand même une perte d'autonomie.

Ensuite, les techniques, à partir d'un certain niveau de complexité, vont rendre dépendants d'experts. Exemple classique : l'électronique dans les voitures qui fait que ce n'est plus réparable par le copain, le bricoleur du dimanche. On est obligé de faire appel à un expert qui va pouvoir venir travailler sur l'électronique de notre voiture. On peut se rendre aussi, à partir d'un certain niveau de complexité ou de dangerosité, dépendant de l'outil lui-même. Le cas du nucléaire, par exemple, est un bon exemple. Le choix du nucléaire implique, impose, une certaine organisation plus ou moins militarisée et une technicité très importante pour arriver à le faire fonctionner. C'est la critique abstraite philosophique de fond sur la critique des techniques avec la mise au premier plan de la crise environnementale. La critique des techniques écologistes va se déployer contre le solutionnisme technologique. Je crois que Floriane l'a évoqué tout à l'heure. On voit fleurir dans les médias et dans l'espace public en général tout un tas de discours sur le sujet : les techniques ne nous sauveront pas. Les métaux rares sont le visage sale des technologies vertes. Les énergies renouvelables posent problème aussi. Le numérique qui pourrait être présenté comme la panacée de la dématérialisa-

tion pour régler les problèmes environnementaux... ce n'est pas du tout immatériel, ça a déplacé des pollutions, ça pose tout un tas de problèmes. On a d'ailleurs organisé à l'ATECO-POL, en mars 2019, un séminaire sur cette question-là : Est-ce que la technologie peut sauver la planète ? Je passe très rapidement sur les arguments de ce courant-là. C'est peut-être les choses qui sont les plus connues. On dit que, sur le plan environnemental, les technologies déplacent les pollutions. J'ai cité, tout à l'heure, le cas de la voiture électrique. On conteste le fait que les solutions par la technique s'attaquent généralement aux conséquences plutôt qu'aux causes des problèmes environnementaux. Typiquement, le cas des solutions de traitement des déchets, souvent, oublie de poser la question de la production en amont, des déchets. Les solutions de géo-ingénierie de captation du carbone qu'on produit permettent parfois d'éviter de poser la question des émissions de carbone qu'on produit. Plus généralement, du point de vue de l'urgence écologique, pour l'écologie politique, l'espoir d'une rupture technologique qui nous permettrait de régler, tout d'un coup, tous les problèmes, relève, au moins, d'un dangereux pari ou d'une erreur, carrément, puisque l'histoire ne documente pas ou peu de découplage entre innovation technologique et baisse de la consommation énergétique globale qui augmente en permanence. Les historiens des techniques appuient aussi sur le fait que, dans les faits, nos organisations socio-économiques ne vont pas produire de transitions mais des additions. Il y a peu d'effets de substitution et beaucoup d'effets de complémentarité. Depuis l'invention de l'ordinateur qui était censé permettre la disparition du papier, la production mondiale de papier augmente. Si on regarde les courbes de production d'énergie, on s'aperçoit que la production d'énergie renouvelable augmente mais la production d'énergie nucléaire augmente aussi, tout comme la production d'énergie fossile. On n'a pas de transition, on a des additions. La raison globale pour l'écologie politique est que les techniques sont encadrées dans d'autres structures elles-mêmes : les structures économiques et les structures idéologiques de l'économie de croissance et de la technophilie qui emportent donc les techniques dans la logique d'accroissement des inégalités, de dommages environnementaux, etc... Voilà pour le panorama critique.

Quelles sont les solutions que propose l'écologie politique ?

Je renvoie également à l'idée centrale d'un Ivan Illich qui a été énormément commentée et reprise et été réinventée, en quelque sorte, dans d'autres courants, sans être citée explicitement. C'est l'idée que pour régler nos problèmes socio-environnementaux, il serait bon d'avoir des outils conviviaux. Un outil convivial est un outil à taille humaine. Un outil démocratique, décentralisé, simple d'utilisation, dont l'utilisateur a le contrôle, qui ne le rend pas dépendant d'une superstructure, d'une super organisation technique, qui ne lui demande pas de passer des diplômes pour avoir le droit d'être utilisé et qui ne rend pas non plus dépendant d'autres outils. Par exemple, un feu de bois, c'est super convivial, c'est multi-usage. On peut se chauffer avec, on peut s'éclairer, on peut faire à manger. C'est décentralisé, ça utilise des ressources locales. Je n'ai pas besoin de diplômes pour faire un feu de bois, je vais le faire plus au moins bien, mais bon. Je peux l'arrêter ou le faire à peu près quand je veux. Tout le contraire d'une centrale nucléaire, par exemple. Une centrale nucléaire, ce n'est pas

du tout un outil convivial du point de vue d'Ivan Illich, ça demande toute une organisation technique. Ce n'est pas multi-usage, c'est pensé dans une seule optique. C'est la production performante d'électricité, etc, etc... On voit un peu la différence. On retrouve cette réflexion-là dans la réflexion autour du low-tech (différence avec high-tech, les hautes technologies), des technologies simples. Des idées autour de la lutte contre l'obsolescence programmée, la non-réparabilité des objets, etc, etc... L'écologie politique demande, au niveau technique, que les outils soient pensés de manière globale en fonction de finalités sociales, d'émancipation, d'autonomisation, des finalités écologiques de respect des environnements et des écosystèmes, et non pas qu'ils soient pensés de manière réductrice en fonction de leur productivité ou de leur performance restreinte à un secteur particulier. On a toujours une pensée globale, on revient sur ce qui fait un peu le cœur de la pensée écologiste. Deux précisions sur le sujet. D'une part, l'écologie politique insiste sur le fait qu'il n'existe pas d'outils adaptés abstraitement, en général. Il n'existerait que des techniques localement adaptées à des situations spécifiques. Par exemple, dans certaines situations, la mécanisation de l'agriculture sera sans doute intéressante. Pour d'autres configurations paysagères, régionales, ou locales, la mécanisation ne serait peut-être pas indispensable. Voilà comment entend raisonner l'écologie politique sur la question des techniques. Par ailleurs, les personnes qui parlent de ça en écologie politique insistent régulièrement sur la mise à distance des fantasmes primitivistes, en gros. Ils disent qu'il serait tellement absurde de se rendre autonomes, de se libérer de l'emprise des systèmes techniciens pour aller se mettre sous l'emprise de la survie, des nécessités matérielles immédiates. Il y a sans doute un juste milieu à trouver entre les deux, et il faut penser des techniques qui sont efficaces, intéressantes, mais qui améliorent réellement la vie et ne détruisent pas, par ailleurs, la planète. Autant de considérations qui vont éloigner assez fortement l'écologie politique du solutionnisme technologique, de la conception des techniques et également de toute technophilie de principe. L'écologie politique est une critique de la technophilie, elle est techno-critique, technosceptique, éventuellement, mais met au cœur de sa réflexion la question des techniques. C'est exactement le contraire de la technophobie. C'est justement au cœur de sa réflexion.

Je vais passer très rapidement sur la critique institutionnelle parce que les gens ne sont pas très d'accord. Il y a des débats. Tous s'accordent à dire globalement que notre système, notre organisation étatique, pour tout un ensemble de raisons, est incompatible avec une gestion saine du bien commun environnemental, pour des raisons classiques : la professionnalisation de la politique, les enjeux de pouvoir, les questions de concurrence électoraliste qui vont créer des difficultés de gestion du temps long, de gestion du bien commun, la place des groupes d'influences, des lobbys, la complexité bureaucratique (la bureaucratie est une technique pensée en fonction d'objectifs particuliers, d'optimisation, de performance, peut-être, mais sans doute pas en fonction de l'optimisation de la gestion sage de l'environnement). Par ailleurs, il y a l'idée que les états sont historiquement sous l'emprise idéologique de la maîtrise rationnelle du monde. Dans les faits, les états ont toujours, non seulement accompagné, mais même été carrément moteurs dans tout un ensemble de transformations de nos sociétés, comme, par exemple, dans la disparition de l'agriculture paysanne rempla-

cée par l'agro-industrie ou les réseaux routiers - autoroutiers qui traversent nos sociétés, ont été souvent portés sous l'influence des états. Tout ça pose problème à l'écologie politique parce que ça considère qu'il est difficile, en passant par les états, pour des raisons structurelles, de régler des problèmes. C'est pour ça, d'ailleurs, qu'on retrouve très rarement l'écologie politique au niveau partisan. On va plutôt la retrouver dans des mouvements de contestation ou dans des associations en marge des partis politiques classiques.

Si je devais parler un petit peu des courants des alternatives institutionnelles proposées par l'écologie politique en trois mots.

Il y a, d'une part, les courants institutionnalistes qui entendent être un peu dans la réforme des institutions et proposer, par exemple, des chambres au Sénat, ou à l'Assemblée qui seraient dédiées à la pensée des générations futures ou à la pensée du temps long avec des droits de veto pour la défense de l'environnement. Ce sont des propositions que l'on va retrouver par exemple chez Dominique Bourg, Bruno Latour.

Ensuite, un gros courant de l'écologie politique : le courant dit éco-socialiste qui a une vision un peu planificatrice avec des maintiens de la démocratie, mais, quand même, de la planification au niveau local, au niveau régional, national, international, de ce qui doit être fait pour fonctionner de manière écologique dans la société. Son mode d'accès au pouvoir est un peu flou. Entre la révolution et l'électoratisme... Je ne suis pas très au clair sur le courant éco-socialiste.

Ensuite, l'autre grosse partie de l'écologie politique est le courant plutôt anarchiste, libertaire, qui, lui, prône une décentralisation drastique des institutions du gouvernement à l'échelle locale, à l'échelle du quartier, de la commune, et une critique institutionnelle en actes par l'expérimentation sociale, par la ZAD, par la commune autonome, etc. On pourrait, de manière risquée, intégrer dans ce courant libertaire tous les mouvements individualistes, colibristes, de la réforme de soi, du changement philosophique interne, de la simplicité volontaire, parce que c'est une forme de critique en acte, une forme de changement par les faits et non pas par l'engagement politique. C'est d'ailleurs justement ce qui pose problème parce que pour se situer dans une perspective d'écologie politique, il faut arriver à penser la participation aux affaires sociales, les changements sociaux, et, par ailleurs, on fait souvent remarquer à l'écologie dite individualiste, qu'on peut faire tous les changements individuels qu'on veut, si on est toujours pris dans les structures étatiques, économiques, techniques, finalement, on ne change pas grand-chose au global.

Pour conclure sur ce point-là, la question centrale qui traverse les débats relatifs à quelles sont les bonnes institutions de gouvernance pour un monde écologique, est très bien exprimée par ce titre de Murray Bookchin : « Changer la vie ou changer le monde ». Il faut arriver à penser des institutions qui ménagent l'émancipation individuelle et la révolution sociale, qui soient à la fois capables de gérer de manière globale les grands enjeux environnementaux, une vie bonne et heureuse pour tout le monde et la capacité de chacun à s'auto-déterminer. Ce sont ces questions-là qui traversent la question institutionnelle.

Pour conclure, presque, le dernier grand axe de l'écologie politique... j'aurais presque dû commencer par celui-là parce que c'est presque le plus important : la critique philosophique, la critique culturelle, la critique des imaginaires qui accompagne les autres structures. C'est vraiment très important de penser l'écologie politique comme un point de vue sur plusieurs structures enchâssées, à la fois des structures matérielles qui sont économiques, techniques, institutionnelles, mais aussi les structures plus idéelles qui sont les structures des imaginaires qui forment notre rapport au monde dans notre société.

Une des critiques de notre imaginaire dominant qui est la plus portée par la philosophie de l'écologie politique est la remise en cause de la séparation entre l'humain et la nature. Il n'y a, pour l'écologie politique, que des interrelations, que des organismes dans leur milieu. Il n'y a pas matière à penser l'un séparé de l'autre, et surtout il n'y a pas matière à penser la domination de l'un sur l'autre comme dans le projet cartésien de se rendre maître et possesseur de la nature, etc...

Par ailleurs, l'écologie politique voit dans cette distinction entre humain et nature, la matrice de tout un ensemble d'autres logiques de dominations qui traversent notre société. Les dominations homme - femme, civilisé - primitif, raison - émotion, modernité - archaïsme. Cette idée peut paraître un peu étonnante mais elle est extrêmement présente dans des courants très divers de l'écologie politique, qui ne se sont pas forcément rencontrés : par exemple, chez Serge Moscovici, « La société contre nature », dans les écrits éco-féministes, c'est au cœur de cette pensée, dans l'écologie profonde de Arne Næss, évidemment, dans le naturalisme dialectique et dans l'écologie sociale de Murray Bookchin qui exprime ces idées-là de manière explicite. Je ne peux pas le développer mais on sent intuitivement qu'il y a un rapport entre la domination de l'humain sur la nature et la domination de l'homme rationnel sur la femme irrationnelle, en prise avec ses émotions, mue par ses hormones, la femme qui est infantilisée... On voit aussi le rapport avec la justification de la colonisation par l'apport par l'homme, la science, l'homme civilisé qui va faire sortir des ténèbres les peuples primitifs, proches de la nature, soumis à leurs émotions. On voit vraiment une homologie entre ces différents dualismes.

A cette pensée dualiste, cette pensée qui découpe le monde en petits morceaux, l'écologie veut opposer une pensée du tout, une pensée du système et une pensée du système dynamique. Une pensée des interrelations entre chaque chose. Cette pensée du système implique à la fois une reconnaissance des interrelations qui se nouent entre chaque chose, une reconnaissance des spécificités locales, puisque toute localité n'est, en fait, qu'un agencement spécifique de relations en train de se faire et de se défaire. C'est une pensée du système (c'est quelque chose de très important) ouvert et dynamique et ça entraîne une méfiance forte contre toute conception identitaire et individualiste. Il n'y a pas d'identité pour la pensée écologiste : il n'y a pas mon identité d'individu abstrait. Je ne suis que le produit des relations que j'ai entretenues tout au long de ma vie et ici et maintenant, je ne suis pas un individu et je n'ai pas d'identité, je ne suis qu'un ensemble de relations avec mon entourage humain et non-humain. Les récupérations un peu identitaires ou individualistes de l'écologie : du point de vue philosophique, il y a une petite contradiction. Cette pensée du

tout et des interrelations explique les boutons que donnent à l'écologie politique toutes les pensées analytiques, les pensées qui vont découper, séparer les différents secteurs, qui vont essayer de penser différemment (donc typiquement la bureaucratie, la division du travail, le rationalisme scientifique), l'idée qu'il faudrait avoir des spécialisations extrêmement cloisonnées entre les domaines du savoir. Tout ça ne marche pas pour l'écologie. Donc, aussi une aversion contre les propositions abstraites et génériques aux normes, aux décisions centralisées. Evidemment, pour l'écologie, il faut toujours aller voir au cas par cas un système de relations particulier et essayer de le gérer du mieux possible. Du coup, les normes qui s'appliqueraient de la même manière partout, c'est quelque chose qui ne peut pas marcher. C'est aussi un élément qui explique l'absence ou la difficulté d'audience de l'écologie politique au niveau partisan. Puisqu'il n'y a pas de proposition vraiment normative, législative, du point de vue de l'écologie politique. Il faut aller voir les entrelacements particuliers.

Pour terminer, au-delà de cette critique philosophique-là des catégories de pensée dualistes, l'écologie politique, évidemment, (c'est assez connu, ce sont des idées que l'on retrouve beaucoup, par exemple, dans les courants de la décroissance) essaye de remettre en cause tout un ensemble de fétiches, de mots fétiches qui sont très présents dans la doxa, notre pensée de sens commun. L'esthétique du progrès, du développement, de la modernité, voire même de la raison, de la science, du confort. Ce n'est pas une critique de ces catégories en elles-mêmes mais du sens bien spécifique qu'elles ont prises dans notre modernité. Ce n'est pas le progrès en soi, ça ne veut rien dire, c'est le progrès vu forcément comme progrès technologique, comme progrès qui serait transcendant et aurait forcément une vision du type « avant, c'était moins bien », « après, ce sera mieux ». Penser que le développement ne serait que le développement économique, que la modernité ne serait que la modernité occidentale, qu'un seul modèle. Idem pour raison, science : l'idée que le confort serait forcément celui de prendre cinq fois l'avion par an et d'avoir cinq écrans connectés à domicile, d'autant plus quand on paye ce confort au prix de l'aliénation à quarante ans de travail quarante heures par semaine toute sa vie dans un travail qui ne nous intéresse pas forcément, et qui, par ailleurs, est potentiellement destructeur de la planète. Voilà le type de réflexions sur ces catégories-là que va porter l'écologie politique. Corrélativement, c'est une critique des logiques de l'excès, de la performance individuelle, du désir de puissance, de maîtrise, qui sont portés par ces idées de progrès, de développement, de modernité.

Et à un niveau plus concret (il faudrait que je développe, je n'ai pas le temps), c'est aussi toute une critique des types de subjectivité produits par la société de consommation, par la société du spectacle, toutes les formes de narcissisme et d'individualisation qui peuvent être produites par ces phénomènes-là, comme la tyrannie de la jouissance immédiate, etc. En termes d'alternatives, la philosophie de l'écologie politique va proposer tout le contraire. On va opposer à la pensée séparante, la prise de conscience de notre appartenance irréductible à un tout dynamique et de l'importance de notre solidarité avec celui-ci. On va vouloir réhabiliter la sage modération face à l'idéologie de la performance. Ce qui rend tout à fait circonspects les auteurs de l'écologie politique est qu'il y a eu un basculement culturel qui fait que, dans l'espace public, en appeler à une éthique de la modération et de la sagesse, équi-

vaut à passer de quelque chose de positif à quelque chose qui est conçu comme une insupportable limitation des libertés individuelles, comme une terrible castration de la volonté d'épanouissement humain. C'est quelque chose qui étonne l'écologie politique. Elle va proposer, contre ça, la défense d'un monde à taille humaine où les gens ont la maîtrise de leur monde et tout ça contre toute forme de gigantisme. Ça va avec les demandes de ralentissements des existences face à l'accélération généralisée de la vie, la défense de la convivialité et de l'amitié, contre l'individualisme, et la revendication d'une vie simple et joyeuse. Ça, c'est toutes les thématiques du bien vivre, de la vie bonne, du *buen vivir* qui est une inspiration des philosophies amérindiennes, contre l'aliénation à la recherche de toujours plus, toujours tout de suite, toujours plus grand, toujours plus vite, toujours plus fort.

Ce qu'il est donc important de dire : la grande spécificité de la philosophie de l'écologie politique par rapport au mode de pensée dominant dans notre espace public est qu'elle va demander à mettre au centre de la réflexion politique, la question du bien, la question des fins, des besoins, du bien commun. La question de la qualité de vie. Ce sont des réflexions qui ont été totalement évacuées de l'espace politique, à la fois par le libéralisme marchand, qui nous dit : poursuivez votre intérêt privé, et ça fera un intérêt public, et de l'imaginaire progressiste qui nous dit : vous n'avez pas à statuer sur ce qui est bien ou sur ce qui est mal, de toutes manières, ce qui sera bien, c'est ce qui sera demain parce qu'on progresse. L'écologie politique dit que ça ne marche pas comme ça : ce qui est bien, il faudrait peut-être qu'on en discute ensemble.

C'est ma dernière diapo. Je conclus simplement en synthétisant ce que je viens de dire : L'écologie politique recouvre une diversité de courants de pensée dont la caractéristique essentielle est de considérer l'hypertrophie de quelques caractéristiques de notre modernité comme insoutenables pour le système Terre et pour ses habitants. Elle considère, au fond, que ce sont exactement les mêmes processus qui sont responsables de la destruction de la nature et de nos crises sociales et politiques. Ce sont, pêle-mêle, la course au progrès technologique, la mise en concurrence mondialisée, la recherche de performances, d'optimisation, la gestion technographique, la colonisation publicitaire de nos esprits par des désirs croissants de puissance, de nouveaux objets, etc... A partir de ce constat, l'écologie politique propose de penser un projet politique global qui va permettre une transition durable, démocratique, enthousiasmante vers une société sobre, simple, conviviale, solidaire. Pour cela, elle pense qu'on a besoin de revenir à des choses à taille humaine, des phénomènes sur lesquels les gens ont prise et tout ça avec une mutation culturelle, donc une sortie des logiques d'ultra-performance versus une logique de calme et de convivialité.

Laure Teulières

Je commence par quelques remarques qui vont sans doute un peu plus porter sur l'intervention de Guillaume. Intervention extrêmement riche avec cette approche par idéal-type. C'est un choix intellectuel et tout choix intellectuel conditionne la manière dont on traite de l'objet. Il est donc évident que ça nous présente une sorte de portrait idéal et aussi de bibliothèque idéale. Ma première remarque – qui ne demande pas forcément une réponse, c'est plutôt un prolongement, parce que c'est quelque chose que l'on pourrait réfléchir ultérieurement de manière beaucoup plus ample –, c'est celle du périmètre culturel. On a vu que ces penseurs, pour beaucoup, sont occidentaux, anglo-saxons, français aussi, évidemment, puisqu'on s'intéresse d'abord à notre matrice culturelle. C'est vrai qu'on pourrait se poser la question autrement, des autres courants, ailleurs, qui ont aussi irrigué, nourri et conceptualisé l'écologie politique. Quelle serait l'écologie politique du point de vue de quelqu'un qui a grandi dans les civilisations indiennes, latino-américaines ? Un chilien d'aujourd'hui, quelle est sa bibliothèque idéale, les penseurs clés, les moments clés ? Est-ce que ça croiserait cet idéal-type ? Oui, sans doute, en partie, mais peut-être serait-il aussi en partie construit avec d'autres polarités ou quelques autres éléments.

Autre question qui me vient évidemment parce que c'est aussi ta spécialité, Guillaume. Là, on est sur, je dirais, le haut des auteurs et de la conceptualisation, la bibliothèque idéale, les grands auteurs. Il y a aussi toute la question de la circulation des discours, de la manière dont ils sont relayés. La question des relais de second niveau. Quels sont les journaux, par exemple, les types de médiatisation ? Là aussi, c'est une question immense, mais ça fait partie de ce sur quoi on pourrait s'interroger pour aller plus loin en la matière. Comment sont appropriés, reçus ces catégories et discours, et comment se diffusent-ils au plan social plus largement, peut-être, en étant en partie transformés ou mobilisés, etc.. ?

La question des expériences sociales. Là, on est partis par une histoire, plus des idées, qui est très importante, mais ces idées s'incarnent dans des mouvements sociaux (tu l'as dit mais j'insiste) dans des formes de mobilisation, dans des groupes, y compris des groupes partisans, d'ailleurs. On a réduit à zéro l'écologie politique sur la scène politique, l'écologie politique politicienne, mais c'est quand même un champ qui existe avec différentes composantes, toute une histoire. Celà fait partie, aussi, de la manière dont s'incarne socialement ce dont on a parlé là.

Ensuite, il y a la question de la diversité interne et même externe : un idéal-type est quelque chose qui nivelle un peu l'effet de diversité. En vérité, cette synthèse repose sur des courants qui, en partie, sont divers. Tu en as cité plein : écoféminisme, écologie sociale... mais où il y a aussi de la conflictualité. Je pense qu'il faudrait consacrer sans doute une deuxième séance pour faire ressortir les points de conflictualité ; où est-ce que ça frictionne en interne, sur quels types de sujets ? Et aussi la question de la diversité, je dirais « externe ». En tant qu'historienne, je vois une sorte de synthèse qui s'ancre dans le moment où l'écologie politique, c'est-à-dire la manière de poser la question de l'environnement, de la nature – pour

employer un autre mot que l'on peut plus déconstruire, mais qui a existé aussi – du milieu, dans ses interactions avec le champ social et politique, où cette manière-là de l'approcher a viré un peu vers la gauche, est devenue clairement assez ancrée à gauche, à partir des années 70. Or, l'émergence du questionnement écologique dans le social est irriguée aussi d'autres courants qui viennent, en partie aussi, de courants conservateurs voire traditionalistes. On peut considérer que ce n'est pas une approche qui nous convient mais ils ont existé aussi et on peut contribuer intellectuellement à les réinscrire dans ces questionnements-là. Je pense, en particulier, sur la critique des techniques... Ça n'a pas été porté que par les courants de gauche.

Enfin, je terminerai pour ne pas faire trop long à mon tour, sur la question de la diachronie, c'est-à-dire, finalement, le rapport au temps. L'inscription dans un déroulé, tu l'as évoqué, ce n'était pas ton propos, mais on peut insister un peu. Cet idéal-type est une manière de reprendre synthétiquement quelque chose qui a une longue histoire. Une histoire depuis les années 70 et même bien avant, mais en même temps, pour ne pas tout noyer, il faudrait sans doute s'interroger sur ce dont on parle. Est-ce qu'il y a un moment où l'écologie politique apparaît vraiment ? Et peut-être y a-t-il une histoire beaucoup plus profonde de ce qui serait la sensibilité écologique ? Mais peut-être pas une « écologie politique » avec les mêmes types de problématiques. C'est un questionnement, je pense, extrêmement important, très complexe, mais qui demanderait de réinscrire tout ça dans une histoire longue. C'est un champ historiographique aussi pour les historiens aujourd'hui, de dire que tout ne démarre pas dans les années 70, en particulier, qu'il y a une réflexivité environnementale, de toute société sur elle-même, sur son rapport à l'environnement. En même temps, il y a incontestablement quelque chose qui se développe en particulier dans le second XXème siècle et qui s'accélère dans les années 70.

Dernier élément de réflexion – tu vois que ce ne sont pas des questions directes auxquelles on pourrait répondre simplement, mais des pistes de réflexion – : la question de l'actualisation de cet idéal-type. Aujourd'hui, quelqu'un qui se politise sur les enjeux écologiques, là, par rapport aux mobilisations climat, etc., qui entre dans l'action, qu'est-ce qu'il reprend de cet idéal-type ? Est-ce que c'est ça qui le charpente ? Autrement dit, comment se fait la question de la transmission de ces réflexions d'écologie politique au fil des générations ? Comment ça percole ? Comment on s'en saisit ? Quels sont les rejeux autour de ces questionnements ?

Jérémie Cavé

Merci pour ces deux présentations très riches. Je voulais faire quelques remarques, peut-être plus en particulier sur celle de Floriane puisque je suis urbaniste, je travaille aussi sur des terrains dans les pays du sud, en revanche, plus sur des problématiques urbaines. Je vou-

lais revenir un petit peu sur la typologie proposée par Thomas Bassett et Alex Peimer sur les courants de la *political ecology*¹.

Il y a trois grands courants. Un premier courant : la dialectique environnement / société. Un deuxième courant : celui du constructivisme environnemental, un troisième : celui de la co-production des ordres naturel et social. Chacun de ces trois courants renvoie à une certaine conception de la nature, toutes marquées par l'idée du déséquilibre écologique : il n'y a pas un équilibre écologique immanent, on est sur des systèmes mouvants. Le premier courant renvoie à une focalisation sur la destruction de la nature, le second, à l'idée de la construction de la nature, le troisième à celle de la co-production de la nature. Le deuxième courant (constructivisme environnemental) est celui dont tu nous as principalement parlé, Floriane, avec les approches de James Fairhead et Melissa Leach, les approches aussi de Tim Forsyth qui peut renvoyer aussi à tout le débat autour des communs, de Garrett Hardin, etc, et tout ce qui a suivi en termes de réflexion sur les communs dans le sillage des travaux de Elinor Ostrom de 1990 jusqu'à des travaux beaucoup plus récents comme ceux de Dardot & Laval (2014) sur la question des communs.

Comme toi, Laure, j'ai été frappé, dans l'une et l'autre des présentations, par le fait que ce qui nous est présenté comme ce champ scientifique de l'écologie politique est porté beaucoup par des auteurs masculins, blancs, occidentaux. Il faut donc voir aussi quelles sont les sources d'inspiration, surtout quand on travaille beaucoup sur les pays du sud qui émanent d'autres traditions culturelles et scientifiques. Je pense notamment au travail de Joan Martínez-Alier mais, peut-être, tu pourras en parler plus Jean-Michel, sur l'écologisme des pauvres (c'est un travail de 2009) et les traditions du *buen vivir* latino-américain, par exemple, ou des approches gandhiennes qui peuvent être des références parmi d'autres.

Je voulais juste dire un mot sur ce troisième courant de la *political ecology*, d'après Thomas Bassett, Alex Peimer qui serait celui de la coproduction des ordres naturel et social. C'est un courant qui se base beaucoup sur les travaux en anthropologie de Philippe Descola, son travail de 2005 « Par-delà nature et culture » où cette distinction ontologique entre ces deux domaines est complètement battue en brèche sur la base de travaux empiriques dans la forêt amazonienne, en particulier. Je pense que ce travail a eu une fertilité dans le champ de l'écologie politique qui n'est pas souvent mise en avant. En particulier, ce sont la co-production des ordres naturel et social qui se basent sur trois cadres théoriques principaux.

Le premier : l'idée que le savoir scientifique est une pratique culturelle sociale en tant que telle. Ça renvoie à toute la sociologie des sciences, notamment le champ des *science and technology studies* avec tous les travaux de Bruno Latour et Michel Callon, par exemple, sur la domestication des coquilles Saint-Jacques *et des marins pêcheurs* dans la baie de Saint-Brieuc, mais aussi des travaux autour d'« Aramis ou l'amour des techniques » dans les années 80-90.

Un deuxième cadre théorique, c'est l'idée que les buts et actions des scientifiques et des hommes politiques ou des personnalités politiques s'influencent mutuellement. Cela renvoie

1 Bassett T. J. & A. W. Peimer (2015), « Political ecological perspectives on socioecological relation », *Natures Sciences Sociétés*, n°2, Vol. 23, pp. 157-165.

beaucoup aux travaux de Swyngedouw et de toute la *Urban political ecology* avec l'idée de déconstruire l'accès à des ressources naturelles en milieu urbain en montrant que les infrastructures techniques qui permettent la distribution de ces ressources sont le résultat de décisions socio-politiques, de rapports de force, et qu'en même temps, ces infrastructures physiques produisent aussi des effets en termes de citoyenneté, en termes d'égalité d'accès à une ressource comme l'eau (par exemple, dans la ville de Guayaquil en Equateur, c'était le terrain de Swyngedouw dans son ouvrage de 2004).

Troisième cadre théorique de ce courant de la co-production des ordres naturel et social, c'est l'idée que les processus biophysiques et non-humains participent activement à construire les relations socio-écologiques. Ça renvoie, notamment, à tous les travaux de Bruno Latour, des années 90 depuis « Nous n'avons jamais été modernes » avec ses travaux plus récents « Face à Gaïa ». Il a tout à fait pris un autre embranchement sur cette réflexion entre les interactions humain / non-humain pour la coproduction de ces environnements. Bruno Latour, aujourd'hui, à ce qu'on dit, est l'auteur le plus cité et le plus traduit au monde. Il n'est pas forcément très lu en France, mais à l'étranger, il a une audience assez incroyable. Cette idée de la co-construction sociale et naturelle des environnements renvoie justement à l'idée du métabolisme urbain qui a été beaucoup développée par Swyngedouw, toute la sociologie de la traduction et la théorie de l'acteur-réseau. Cela renvoie, peut-être plus récemment, au travail de Anna Tsing autour du champignon de la fin du monde où elle explore comment un champignon cueilli dans les forêts de l'Oregon, par des cueilleurs qui vivent hors du salariat, finit au Japon comme un objet d'offrande rituelle très encastré dans des pratiques culturelles anciennes mais passe, entre ces deux pôles, par tout un tas de traductions, d'intermédiations à différentes échelles par, ce qu'elle appelle des « patchs », différents rythmes... Cela aboutit à une description anthropologique tout à fait stimulante et fascinante de ces processus de captations de valeurs tels qu'ils se mettent en œuvre aujourd'hui entre communautés humaines et non-humaines.